

# La réification de Ramallah : Saper l  objectif d  une capitale palestinienne    Jérusalem

## Description



[APA Images](#)

Par Halah Ahmad, 3 mai 2020

De nombreuses organisations de la société civile ont [souligné le rôle du tourisme](#) dans la légitimation et [la progression](#) du vol de la terre de Cisjordanie par Israël, même si peu décrivent la façon dont les investissements touristiques de l  Autorit   Palestinienne (AP) peuvent eux aussi saper les demandes des Palestiniens    l  autod  termination. Les investissements de l  AP    Ramallah, particulièrement dans les bâtiments gouvernementaux et les monuments, donnent de la force au programme israélien qui refuse aux Palestiniens d  avoir une capitale    Jérusalem.

A travers leur histoire de la colonisation, les Palestiniens ont officiellement confirmé Jérusalem comme capitale de la Palestine. Tandis que l  AP invoque sans cesse cette position, beaucoup de ses investissements se sont centrés sur Ramallah, centre administratif temporaire de l  AP. Nonobstant le manque de compétence juridique de l  AP sur Jérusalem Est, ses investissements    Ramallah masquent ce statut intermédiaire. En particulier, les sites construits pour commémorer les moments clés de l  histoire nationale, tels que des monuments et une concentration de sièges architecturalement importants d  organismes gouvernementaux, sont universellement le signe d  une ville capitale. En tant qu  universitaire et urbaniste palestinienne, Anwar Jaber avance que ce    *paradoxe de Ramallah en tant que centre du gouvernement*    et lieu d  un tel investissement peut être en désaccord avec la vision nationale palestinienne concernant Jérusalem.(1)

## R  ifier Ramallah

Le quartier général actuel de l  AP est connu sous le nom de Muqata  a, au centre de Ramallah. Historiquement prison britannique dans les années 1940, puis complexe militaire pendant la période de la gouvernance jordanienne, les autorités israéliennes ont converti le bâtiment en prison et base militaire après 1967. Le bâtiment a été remis    l  AP après les Accords d  Oslo de 1994. Pendant la Deuxième Intifada, l  arm  e israélienne a assiégé le président palestinien Yasser Arafat dans la Muqata  a, et la majeure partie du complexe a été détruite. Arafat a été enterré dans la Muqata  a en 2004 après que le Premier ministre israélien Ariel Sharon ait refusé son souhait d    tre enterré    Jérusalem. Plus tard, l  AP a construit un mémorial et un musée dans la Muqata  a, donnant ainsi physiquement encore plus de signification nationale au site.

Ces investissements parrainés par le gouvernement dans le développement de Ramallah viennent renforcer la vision néolibérale de la construction d'un Etat, le Fayyadisme, du nom de l'ancien Premier ministre Salman Fayyad qui, pendant son mandat de 2007 à 2013, a soutenu une [légion](#) de projets de ce genre. [Beaucoup](#) ont [critiqué le Fayyadisme](#) pour l'inégalité qu'il a propagée ainsi que sa facilitation d'une zone illusoire de liberté pour les Palestiniens à Ramallah, en partie en attirant des investissements privés dans les institutions culturelles. Depuis 2007, au moins cinq nouveaux musées se sont ouverts dans la ville, parmi quantité d'autres sites culturels d'importance. Dans la même période, les autorités israéliennes ont fermé les institutions culturelles de Jérusalem Est.

Ramallah est également l'une des rares villes palestiniennes que visitent les touristes dans les tours parrainés par les Sionistes qui cherchent à transmettre un regard à « bilatéral » sur le « conflit ». Pourtant, la prospérité apparente de Ramallah au milieu du vaste investissement national économique et culturel, qui présente un tableau attrayant aux visiteurs, est en réalité associée à , et rendu possible par, la coordination sécuritaire entre l'AP et l'armée israélienne, de telle sorte qu'Israël impose au président Mahmoud Abbas de [demander une permission militaire](#) à Israël pour voyager.

Par ailleurs, en dépit du contrôle civil et militaire accordé à l'AP, parce que située dans la zone A selon les Accords d'Oslo, l'armée israélienne mène fréquemment des [raids nocturnes](#) et soudains, des arrestations massives dans la ville, brisant l'illusion du statut exceptionnel de Ramallah dans le cadre du contexte plus large de l'occupation israélienne. Le résultat est une réalité dans laquelle on peut considérer l'AP au moins comme un complice implicite d'Israël dans la répression des droits et de l'autodétermination des Palestiniens.

Cependant, les investissements matériels dans la capitale économique, gouvernementale et culturelle de Ramallah créent des « faits sur le terrain » qui pourraient masquer les revendications des Palestiniens d'une capitale dans Jérusalem. Des investissements de ce genre comportent des implications majeures pour la forme future d'un Etat qui inclurait les palestiniens. Le Marché du Siècle, le soi-disant « plan de paix » de Trump, [stipule](#) que l'AP disposerait de 50 milliards de dollars pour des investissements si elle acceptait les termes humiliants du marché, qui exigerait de céder encore plus de territoire à Israël et d'abandonner la [plainte de la Palestine](#) pour des crimes de guerre d'Israël devant le Tribunal Pénal International. L'utilisation proposée pour ces financements cherche à booster l'économie uniquement dans les parties de la Palestine qu'Israël et les Etats Unis autoriseraient à exister et à se développer selon leur plan.

Par exemple, alors que le plan [prétend](#) établir une capitale palestinienne dans des parties de Jérusalem Est déjà dissociées par le mur israélien de séparation, il destine la Vieille Ville et la Mosquée Al-Aqsa à le cœur de Jérusalem réclamée comme capitale par l'AP et dans laquelle se trouvent les maisons de centaines de milliers de Palestiniens de Jérusalem à Israël. Résultat, les investissements offerts à l'AP par la proposition de Trump sont destinés à abaisser les droits légitimes des Palestiniens à la totalité de leur terre, et en particulier Jérusalem.

Tandis que l'AP a oralement rejeté le plan, ses propres investissements qui font de Ramallah plus qu'une simple base temporaire de gouvernement et la poursuite de sa coordination sécuritaire avec Israël sapent cette position, exactement comme la coordination a [sapé](#) la souveraineté

palestinienne depuis les Accords d'Oslo et [à travers](#) le développement urbain de Ramallah.

## Recommandations politiques

- La société civile palestinienne, en imaginant et en projetant un futur Etat dans lequel elle jouirait de la liberté, de l'autodétermination et du contrôle sur ses sites de mémoire collective, devrait faire rendre compte au gouvernement palestinien pour le rôle que jouent ses investissements dans l'abandon du consensus palestinien sur Jérusalem.
- La société civile palestinienne devrait plaider pour la création de sites de mémoire collective et de signes de développement à Jérusalem Est, particulièrement alors qu'Israël et les associations de colons s'unissent pour y saisir encore plus de territoire.
- Les organisations de la société civile qui cherchent à être solidaires de la cause palestinienne de l'autodétermination devraient porter un regard critique sur le tourisme à Ramallah en tant que pseudo capitale palestinienne, tout en reconnaissant l'importance d'y soutenir les affaires palestiniennes.
- Les associations de solidarité avec la Palestine devraient aussi consacrer un plaidoyer et des ressources concertées pour soutenir les efforts faits à Jérusalem Est pour préserver la place et la constance des résidents palestiniens autochtones de la ville.

Notes : 1. Cette note s'appuie sur le récent travail de l'universitaire, architecte et urbaniste Anwar Jaber en se référant à sa thèse de doctorat en architecture à l'université de Cambridge (2019), ainsi qu'à une interview avec elle. « Le paradoxe de Ramallah » emprunte aussi au travail de Lisa Taraki.

### Halah Ahmad

*Halah Ahmad est spécialiste de politique américaine à Al-Shabaka. Elle a eu sa Maîtrise en Politique Publique à l'université de Cambridge en tant que titulaire de la chaire Lionel de Jersey Harvard au Collège Emmanuel. Elle a mené des recherches en stratégie politique pour des agences gouvernementales et des ONG en Grèce, en Albanie, à Berlin, en Cisjordanie, à San Francisco, Chicago et Boston. Ses recherches couvrent des sujets de développement équitable, dont la ségrégation, le déplacement, l'intégration des réfugiés et leur installation, le logement et le développement économique, entre autres choses. Elle a obtenu à Harvard avec mention son diplôme de premier cycle en religion comparée et sociologie.*

**Traduction :** J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

**Source :** [Al-Shabaka](#)

**date créée**  
2020/05/04